

Le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes : les femmes ne seront pas là où on les attend !

La campagne "Brisons l'engrenage infernal !" passe à la vitesse supérieure à l'occasion de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes.

Cette année, la journée internationale de lutte pour les droits des femmes sera, pour la première fois, marquée par une grève internationale de femmes contre les nombreuses violences physiques, économiques, politiques, verbales ou morales qui sont infligées à la moitié féminine de l'humanité sous toutes les latitudes (1). Le 8 mars, les femmes ne seront donc pas là où on les attend d'habitude : au foyer ; auprès des enfants et des personnes dépendantes ; dans le lit d'un homme ; au travail dans un emploi précaire ; ... Elles seront en rue à travers le monde autour d'un slogan commun « La solidarité est notre arme » pour construire des ponts et exercer une pression plus forte sur leurs gouvernements respectifs.

En Belgique, les mobilisations prendront des formes variées ce 8 mars, en comptant bien puiser une nouvelle force à travers cette belle convergence par-delà les frontières. Parce que, ici aussi, il y a de quoi se mobiliser ! C'est dans ce sens que Vie Féminine, en se solidarisant avec la grève internationale des femmes, concentrera ses actions autour des violences contre les femmes qui, sous leurs multiples formes, continuent à faire des ravages.

Les violences contre les femmes : une impunité révoltante

Passées sous silence, banalisées, excusées, niées, ces violences restent largement sous-estimées. Invisibilités, incomprises, décredibilisées ou culpabilisées, beaucoup de femmes renoncent à dénoncer leur agression. Les femmes qui portent plainte doivent affronter des procédures judiciaires longues, couteuses et éprouvantes. Et, finalement, les victimes obtiennent rarement la réparation qu'elles sont en droit d'exiger.

- 20% des Belges estiment que les victimes inventent, exagèrent ou provoquent les violences (2)
- 78% des Wallonnes victimes de sexisme dans l'espace public n'ont reçu aucun soutien des témoins (3)
- 90% des viols ne donnent lieu à aucune plainte (4)
- 70% des dossiers de violences conjugales sont classés sans suite (5)
- 96% des plaintes pour viol (6) et 89% des plaintes pour violences conjugales n'aboutissent à aucune condamnation (7)

Quelques appuis, de gros freins

Pour se conformer aux divers engagements pris par la Belgique, notamment à travers la récente

ratification de la Convention d'Istanbul(8), les autorités ont récemment pris quelques dispositions pour améliorer la lutte contre les violences faites aux femmes, essentiellement en matière de sensibilisation et d'accueil. Un nouveau numéro vert gratuit et anonyme a été ouvert pour les victimes de violences sexuelles (0800/98.100)(9) et la ligne d'écoute violences conjugales (0800/30.030)(10) est désormais accessible 24 heures sur 24. Bien que toujours insuffisantes, des places supplémentaires ont été créées dans les maisons d'accueil spécialisées en violences conjugales en Wallonie(11) et dans un nouveau refuge avec adresse secrète à Bruxelles(12).

Mais la reconnaissance, la poursuite et la réparation des agressions par la police et la justice restent très aléatoires. Et de récentes orientations politiques risquent encore de compliquer les choses. Les politiques d'austérité menées avec toujours plus de détermination continuent de diminuer l'autonomie économique des femmes, indispensable pour sortir des situations de violences et de plus en plus nécessaire pour entamer des démarches en justice. Le lourd climat de peur et de haine des étrangers, alimenté par les politiques sévères et injustes envers les personnes migrantes, impacte gravement les femmes (d'origines) étrangères desquelles les droits fondamentaux sont régulièrement bafoués. La médiation, pourtant dénoncée comme fortement dommageable en cas de violences conjugales par la Convention d'Istanbul, reste largement encouragée en justice(13). La concentration des activités de la police autour de la lutte contre le terrorisme s'exerce au détriment, à la fois, des autres missions de sécurité(14) -dont celles qui concernent particulièrement les femmes- et des libertés démocratiques -comme en ont récemment fait l'expérience les manifestantes de Reclaim the night qui ont été brutalement réprimées dans les rues de Bruxelles le 11 février dernier(15).

Brisons l'engrenage infernal : deuxième étape !

En novembre dernier, Vie Féminine lançait sa campagne Brisons l'engrenage infernal ! En soulignant qu'il n'y a pas de « petites » violences faites aux femmes, l'association vise à diffuser largement une lecture féministe des violences contre les femmes insistant sur la nature de celles-ci et sur l'articulation des multiples formes qu'elles peuvent prendre. Aujourd'hui, il s'agit de dépasser la prise de conscience pour agir concrètement contre la banalisation des violences et l'impunité qui règne à leur égard.

Dans un contexte peu favorable, pour affronter le quotidien et conquérir le droit de vivre dans une société sans violences, les femmes doivent avant tout compter sur leurs propres forces. Il s'agit de faire en sorte que, en Belgique aussi, et au-delà du 8 mars, les femmes ne soient pas là où on les attend, à subir les violences, isolées et en silence, mais ensemble, dans l'espace public et aux portes des institutions pour enrayer l'impunité qui règne à l'égard des multiples violences contre les femmes.

EN ACTION CONTRE LES VIOLENCES AUTOUR DU 8 MARS 2017

La campagne Brisons l'engrenage infernal ! se concrétise sur le terrain, à travers toute la Fédération Wallonie Bruxelles, autour du 8 mars 2017.

Retrouvez ci-dessous une sélection de nos actions publiques ainsi que l'agenda complet sur www.engrenageinfernal.be/agir

N'hésitez pas à nous contacter pour nous rencontrer à cette occasion !

Découvrez également nos outils de campagne qui continuent de s'étoffer : aux flyers, affiches, dossiers pédagogiques et site internet déjà disponibles viennent s'ajouter de nouveaux flyers, des autocollants ainsi qu'une vidéo d'animation qui sera en ligne dès le 8 mars sur les réseaux sociaux et

sur www.engrenageinfernale.be

CONTACTS

Céline CAUDRON - Coordinatrice de la campagne

02/227.13.11

coordinatrice-nationale-cc@viefeminine.be

Plus d'infos, flyers, affiches, vidéo et dossier de presse sur www.engrenageinfernale.be

(1) L'appel international a été lancé fin octobre 2016, suite aux récentes grèves des Polonaises les 3 et 24 octobre contre les attaques au droit à l'avortement et des Argentines le 19 octobre contre les féminicides (meurtres de femmes parce qu'elles sont femmes). Avec les manifestations organisées partout dans le monde contre les politiques sexistes de Donald Trump en janvier, l'initiative s'est rapidement étendue à une trentaine d'autres pays où diverses actions s'organiseront, de la grève économique d'une journée ou de quelques heures à la grève sexuelle et reproductive (www.parodemujeres.com).

(2) Commission Européenne, Eurobaromètre (449) sur la perception de la violence de genre, Juin 2016.

(3) Jump, Etat des lieux sur la perception du sexisme, 2016.

(4) Amnesty International, 2014.

(5) Charlotte VANNESTE, La politique criminelle en matière de violences conjugales : une évaluation des pratiques judiciaires et de leurs effets en termes de récidive, Bruxelles, Mars 2016.

(6) Amnesty International, 2014.

(7) Charlotte VANNESTE, Op. Cit.

(8) <http://www.coe.int/fr/web/istanbul-convention/home>

(9) <http://www.sosviol.be/>

(10) <http://www.ecouteviolencesconjugales.be/>

(11)

<http://prevot.wallonie.be/journ-e-internationale-pour-l-elimination-des-violences-faites-aux-femmes-la-wallonie-prend-des-mesures-pour-renforcer-l>

(12)

https://www.rtb.be/info/societe/detail_inauguration-d-un-nouveau-refuge-secret-pour-femmes-battues-a-bruxelles?id=8186134

(13)

<https://www.koengeens.be/fr/news/2016/10/17/la-mediation-recoit-une-place-a-part-entiere-au-sein-de-la-justice>

(14)

https://www.rtb.be/info/belgique/detail_police-federale-preavis-de greve-pour-l-ensemble-des-services

(15) <http://www.axellemag.be/violences-policieres-marche-feministe-bruxelles>